

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social :  
Hôtel de Ville  
Cours Massena - CS 82205  
06605 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 21 mars 2022**

Membres en exercice	Présents ou Représentés	Procurations
<b>80</b>	<b>66</b>	<b>10</b>

N° de séance : 14

Objet de la délibération : Fixation du  
produit attendu de taxe GeMAPI au titre  
de l'année fiscale 2022

**N° d'enregistrement : CC.2022.035**

Date de convocation :  
**15 mars 2022**

Date d'affichage  
**08 AVR. 2022**

Date de réception en s/Préfecture

**30 MARS 2022**

Le Président certifie sous sa  
responsabilité le caractère exécutoire  
de cet acte.

La présente décision peut faire l'objet  
d'un recours devant le Tribunal  
Administratif de Nice dans un délai de  
deux mois à compter de sa notification  
ou de sa publication, soit par voie  
postale 18 avenue des Fleurs CS 61039  
06050 Nice Cedex 1, soit par voie  
électronique à partir de l'application «  
Télérecours citoyens » accessible sur le  
site de téléprocédures  
<http://www.telerecours.fr/>

L'an deux mil vingt-deux et le 21 mars 2022 à 16H00, le Conseil  
Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis,  
régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles  
L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités  
Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du Fort Carré -  
Avenue du 11 novembre à Antibes en session ordinaire du mois de mars,  
sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté  
d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Jean-Pierre DERMIT, Jean-  
Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel  
DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI,  
Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert  
HUGUES, Richard THIERY, Marc Malfatto, Dominique TRABAUD, Jean-Paul  
ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Michèle  
MURATORE, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Marguerite BLAZY, Monique  
GAGEAN, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS,  
Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER,  
Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, Audouin RAMBAUD, Marie  
ANASSE, Geneviève PIERRAT, Simone TORRES-FORET DODELIN, Eric DUPLAY,  
Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Catherine LANZA,  
Marika ROMAN, Françoise THOMEL, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS,  
Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Marc BORIOSI, Marie  
OZENDA, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAOU, HUGUENIN VUILLEMIN, Cédric  
BOURGON, Céline LAMBIN, Alain BERNARD, Xavier WIJK, Delphine CAROSI,  
Alexia MISSANA, Arnaud VIE

**PROCURATIONS :**

Joseph CESARO à Elisabeth DEBORDE, Georges VAZIA à Eric CHALVIN, Marie-  
Rose BENASSAYAG à Thérèse DARTOIS, François ZEMA à Aline ABRAVANEL,  
Serge AMAR à Eric DUPLAY, Martine SAVALLI à Françoise THOMEL, Olivia  
LEVINGSTON à Emmanuel DELMOTTE, Hassan EL JAZOULI à Yves DAHAN,  
Isabelle GARCIA à Gérald LOMBARDO, Marion MUSSO à Catherine LANZA

**ABSENTS :**

Christophe ETORE, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Valérie ROLLAND

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres  
en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du  
Conseil.

**Madame Alexia MISSANA**, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été  
désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.



**Monsieur LOMBARDO,**

Vu la Loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (dite Loi « MAPTAM ») et notamment ses articles 56 à 59 ;

Vu la Loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (dite Loi « NoTRe ») et notamment ses articles 64 et 76 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment ses articles L. 5214-16, L. 5214-21 et L.2334-2 ;

Vu les missions définies aux 1°, 2°, 5° et 8° du I de l'article L. 211-7 du Code de l'Environnement ;

Vu les articles 1530 bis et 1639 A bis du Code Général des Impôts (« CGI ») ;

Vu l'article 164 de la Loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de Finances pour 2019 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n°CC.2017.125 en date du 09 octobre 2017 relative à la prise de compétence en matière de Gestion des Milieux Aquatiques et de Prévention des Inondations (ci-après « GeMAPI ») ;

Vu la délibération n°CC.2020.078 du Conseil Communautaire en date du 27 juillet 2020 relative à l'instauration de la taxe GeMAPI et à la détermination du produit attendu pour 2021 ;

Conformément aux dispositions de la Loi n°2015-991 du 07 août 2015, dite Loi « NOTRe », la CASA est compétente en matière de GeMAPI depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

A ce titre, la CASA assure en régie directe un certain nombre de missions et d'actions et a adhéré, pour un autre pan d'activité, à l'Etablissement Public Territorial de Bassin Syndicat Mixte Inondations, Aménagement et Gestion de l'Eau Maralpin, dit « SMIAGE ».

Les intempéries meurtrières intervenues en octobre 2015 ont illustré l'importance vitale que revêt la compétence « GeMAPI », et la CASA alloue des moyens massifs et croissants, depuis qu'elle exerce cette dernière, aux différentes actions visant à préserver les vies humaines, la sécurité des biens et la qualité des milieux aquatiques. A titre d'exemple, les propriétés foncières formant le « Hameau de la Brague », durement touché lors des inondations, ont fait l'objet d'acquisitions en juin 2020 pour un montant d'environ 6,6 millions d'Euros afin de permettre la démolition des constructions et la renaturation des berges du cours d'eau qui retrouvera ainsi son lit naturel.

Dans ce contexte d'une compétence prioritaire pour la CASA, il est apparu opportun pour l'EPCI de créer une ressource affectée et pérenne, sous forme d'une « Taxe GeMAPI » prévue à l'article 1530 bis du Code Général des Impôts.

La « Taxe GeMAPI » est légalement plafonnée à un équivalent de 40 Euros par habitant et par an, sur la base de la population dite "Dotation Globale de Fonctionnement" (cf. article 2334-2 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Il s'agit d'une taxe additionnelle dont le montant est réparti par l'Administration Fiscale entre les quatre taxes locales : Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties, Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties, Taxe d'Habitation et Cotisation Foncière des Entreprises.



Le produit de cette taxe doit être arrêté par l'EPCI avant le 15 avril de chaque année pour une application l'année en cours, conformément à l'article 164 de la Loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de Finances pour 2019. Il doit représenter, au plus, le montant annuel prévisionnel des charges de fonctionnement et d'investissement résultant de l'exercice de la compétence « GeMAPI ». Enfin, il doit être exclusivement affecté au financement des charges de fonctionnement et d'investissement, y compris celles constituées par le coût de renouvellement des installations ainsi que par le remboursement des annuités des emprunts, résultant de l'exercice de la compétence « GeMAPI ».

Selon un rapport établi par l'Inspection Générale de l'Administration en novembre 2018 sur l'« *évaluation des conséquences de la mise en œuvre des compétences dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations* », la montée en puissance de la « Taxe GeMAPI » est rapide, dans la mesure où 35 % des EPCI concernés y ont recours.

Par délibération n°CC.2020.078 en date du 27 juillet 2020, le Conseil Communautaire a instauré la taxe GeMAPI et déterminé son montant à 3 474 272 Euros, soit 16 euros par habitant sur la base d'une population « Dotation Globale de Fonctionnement » de 217 142 au titre de 2020.

Il est rappelé que lors de la même séance du 27 juillet 2020, le Conseil Communautaire a par ailleurs, par délibération n°CC.2020.077, acté la diminution du taux de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères de 0,7 point (le passant de 9,5 % à 8,8 %), permettant ainsi d'instaurer la taxe GeMAPI à fiscalité constante pour les assujettis communautaires.

S'agissant de l'année 2022, il est proposé de maintenir le produit fiscal attendu au titre de la « Taxe GeMAPI » à son niveau de 2021, à savoir 3 474 272 €. Cette somme est à mettre en rapport avec les composantes suivantes, en termes de dépenses, du Budget Primitif de l'année 2022 du Budget Annexe « GeMAPI » :

- 1- Dépenses réelles de fonctionnement de 1,7 millions d'Euros, dont :
  - a. Charges à caractère général (ex : entretien des réseaux et du matériel roulant, etc.) pour 0,23 M€ ;
  - b. Charges de personnel pour 0,92 M€ ;
  - c. Atténuations de produits pour 0,05 M€ ;
  - d. Charges financières pour 0,07 M€ ;
  - e. Autres charges de gestion courante (participation au SMIAGE pour la part « fonctionnement ») pour 0,41 M€
  - f. Charges exceptionnelles pour 0,02 M€
- 2- Dépenses réelles d'investissement, hors restes à réaliser de 2021, de 6,61 millions d'Euros, dont :
  - a. Etudes et autres immobilisations incorporelles pour 0,41 M€ ;
  - b. Subventions d'équipement (participation au SMIAGE pour la part « investissement) pour 0,5 M€ ;
  - c. Acquisitions foncières et de matériel pour 2,24 M€ ;
  - d. Travaux et constructions pour 3,24 M€ ;
  - e. Remboursement de capital des emprunts pour 0,22 M€.

Ainsi, un produit de la « Taxe GeMAPI » d'environ 3,47 millions d'Euros permettrait de financer la totalité des dépenses correspondantes prévues en 2022, soit 1,7M€. Il participerait également à l'autofinancement des dépenses d'investissement figurant dans l'ambitieux Plan Pluriannuel d'Investissement de la CASA pour le même montant, de sorte à limiter le recours à l'emprunt.

Cet autofinancement permis par le produit de taxe GeMAPI devrait progressivement s'atténuer en raison de l'augmentation des annuités d'emprunts réalisés au titre des investissements non autofinancés annuellement.

Par conséquent, il est proposé au Conseil Communautaire, sur la base des éléments précédemment exposés :

- d'arrêter le produit de la taxe GeMAPI à 3 474 272 € au titre de l'année fiscale 2022 ;
- d'autoriser Monsieur le Président à prendre toute décision et à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OÙ L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, ADOPTE LA DELIBERATION A 75 VOIX POUR, 1 ABSTENTION (MME MURATORE), DECIDE :**

- d'arrêter le produit de la taxe GeMAPI à 3 474 272 € au titre de l'année fiscale 2022 ;
- d'autoriser Monsieur le Président à prendre toute décision et à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 21 MARS 2022  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



**Jean LEONETTI**

**Acte à classer****CC\_2022\_035**

1	2	3	4
En préparation	En attente retour Préfecture	> AR reçu <	Classé

Identifiant FAST : ASCL\_1\_2022-03-30T16-12-05.00 ( MI236543782 )

Identifiant unique de l'acte : 006-240600585-20220321-CC\_2022\_035-DE ( Voir l'accusé de réception associé )

Objet de l'acte : Fixation du produit attendu de taxe GeMAPI au titre  
de l'annÃ©e fiscale 2022

Date de décision : 21/03/2022



Nature de l'acte : Délibération

Matière de l'acte : 7. Finances locales  
7.2. Fiscalit Acte : 99\_DE-006-240600585-20220321-  
CC\_2022\_035-DE-1-1\_1.PDF

Multicanal : Non

Groupe émetteur de l'acte : TOUS

Classer

Annuler

Préparé

Date 30/03/22   16:12

Par PAVAN-SANTAIN  Corinne

Transmis

Date 30/03/22   16:12

Par PAVAN-SANTAIN  Corinne

Accusé de réception

Date 30/03/22   16:17